



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

OpenAI

L'offre de Musk rejeté par le conseil d'administration

Le conseil d'administration d'OpenAI, créateur de ChatGPT, a rejeté vendredi soir l'offre de rachat de 97,4 milliards de dollars d'un consortium dirigé par le ... • (Page 08)

Hermès

Nouvelle année record pour le géant qui ne connaît pas la crise

Le groupe de luxe a dévoilé des résultats exceptionnels pour 2024. Son bénéfice net a augmenté de 6,8%, atteignant 4,6 ... • (Page 08)

Marché financier régional

• (Pages 03)

GGGI et BRVM impulsent les obligations thématiques



Togo

• (Pages 05)

Le gouvernement réorganise l'administration fiscale et douanière

Propriété industrielle

Un concours pour redéfinir l'identité visuelle de l'INPIT

Au Togo, le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements lance un concours national pour ... • (Page 02)

Intégration sous régionale

L'UEMOA vulgarise son Plan stratégique IMPACT 2030

Du 17 février au 21 mars 2025, la Commission de l'UEMOA organise des ateliers nationaux pour présenter sa Vision prospective 2040 ... • (Pages 04)

Afreximbank

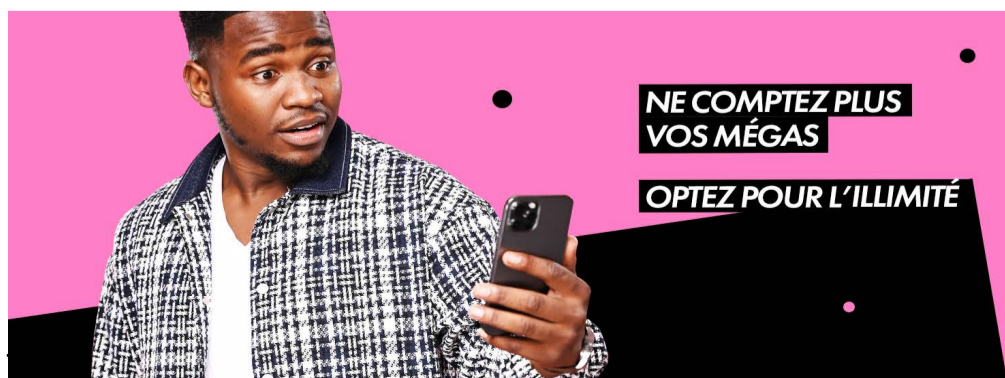
Le Nigéria accueillera les trente-deuxième Assemblées annuelles

Le gouvernement fédéral du Nigéria et Afreximbank ont signé l'accord de pays hôte pour les 32e Assemblées annuelles d'Afreximbank ... • (Page 06)

Togo

Le parti UNIR largement en tête des premières élections sénatoriales

Les premières élections sénatoriales de l'histoire du Togo se sont tenues le 15 février 2025. Selon les résultats provisoires annoncés par la Commission .. • (Page 11)



NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS

OPTEZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*

0 FCFA*

CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

Propriété industrielle

Un concours pour redéfinir l'identité visuelle de l'INPIT

Au Togo, le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements lance un concours national pour redéfinir l'identité visuelle de l'INPIT, afin de refléter la protection des droits de propriété industrielle, le développement technologique et l'émergence.

• Joël Yanclou

Dans le cadre de sa stratégie de modernisation, le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements invite tous les créatifs locaux à participer à la conception du nouveau logo de l'Institut national de la propriété industrielle et de la technologie (INPIT). Ce concours vise à transformer l'image actuelle, jugée démodée, en une représentation moderne et dynamique. Le logo doit être facilement lisible en couleur comme en noir et blanc, et se distinguer par l'utilisation de pictogrammes originaux, sans recourir aux armoiries officielles. Seuls les deux meilleurs logos seront récompensés : le premier prix sera de 800 000 FCFA et le deuxième de 200 000 FCFA. Les propositions devront être déposées avant le 10 mars 2025 à 18h GMT. L'objectif est clair : offrir à l'INPIT une nouvelle identité qui valorise son rôle essentiel dans la gestion de la propriété industrielle, tout en renforçant sa crédibilité auprès des partenaires internationaux tels que l'OAPI et l'OMPI.

Mieux communiquer

La modernisation de l'identité visuelle de l'INPIT permet de renforcer sa compétitivité et son attractivité dans un environnement économique en mutation. En améliorant son image, l'INPIT peut mieux communiquer sur ses missions et ses succès, attirer davantage de partenariats et stimuler l'innovation dans le secteur de la propriété industrielle. Ce concours, en mobilisant le potentiel créatif local, dynamise également l'économie créative

togolaise. Par ailleurs, une identité visuelle renouvelée contribue à renforcer la confiance des investisseurs et partenaires internationaux, ce qui est crucial pour l'essor économique du Togo dans un contexte de digitalisation accrue et de transformation industrielle.

Gérer la propriété industrielle

L'Institut national de la propriété industrielle et de la technologie (INPIT) est un établissement public à caractère administratif créé par la loi n°2001-015 du 29 novembre 2001. Il est l'organe national de gestion de la propriété industrielle et d'appui au développement industriel et économique. L'INPIT est la Structure nationale de liaison (SNL) du Togo avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) et d'autres organismes internationaux notamment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'INPIT a pour missions de recevoir, traiter et de transmettre à l'OAPI des demandes de protection d'inventions,

des modèles d'utilité, des marques, des dessins et modèles industriels, des noms commerciaux et d'autres titres de propriété industrielle ; stimuler l'activité créatrice et la recherche dans le domaine de la technique ; diffuser toutes informations utiles et toutes documentations techniques en matière de la propriété industrielle ; encourager et de faciliter les relations de coopération entre le Togo et l'OAPI, l'OMPI et les organismes assimilés ; sensibiliser les utilisateurs potentiels (chercheurs, inventeurs, innovateurs, industriels, artisans, commerçants, agriculteurs...) sur les notions essentielles de la propriété industrielle ; sensibiliser la population togolaise sur l'importance de la propriété industrielle et la technologie et aussi sur la nécessité de se protéger contre la contrefaçon ; aider dans l'identification, la définition et l'élaboration des politiques nationales de valorisation des résultats de recherches, d'amélioration et de développement des techniques locales ainsi que de l'artisanat.

Image du jour



AUX DECIDEURS ...

Sur le chemin d'une révolution verte ...

Une récente table ronde organisée à Abidjan par le Global Green Growth Institute (GGGI) et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) promeut le financement durable dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Face aux défis environnementaux et sociaux qui secouent la région, cette initiative, sous l'égide du gouvernement luxembourgeois et en partenariat avec des institutions financières de premier plan, ouvre la voie à une transformation économique résolument verte.

L'idée d'un marché spécialisé dans les obligations thématiques – vertes, sociales et durables – n'est pas anodine. Elle reflète une volonté de canaliser des investissements essentiels vers des projets qui non seulement atténuent l'impact du changement climatique, mais aussi favorisent le développement social et économique des pays membres de l'UEMOA.

En encourageant des pratiques d'investissement responsables et en renforçant la formation et l'assistance technique des acteurs du marché, cette démarche offre aux économies africaines un outil puissant pour surmonter les défis liés à la volatilité des marchés et à l'instabilité financière.

La mise en place de ce marché de capitaux spécialisé représente une opportunité non négligeable. En orientant les flux de capitaux vers des projets à fort impact environnemental et social, nous assistons à une réduction des coûts de financement et à une amélioration de la transparence sur les marchés financiers régionaux.

Les économies africaines, trop souvent dépendantes des financements externes, trouveront dans cette initiative un levier pour renforcer leur autonomie économique et encourager l'innovation au sein du secteur privé.

Ce partenariat témoigne également d'une vision collective, où l'harmonisation des cadres réglementaires et le partage de connaissances deviennent les piliers d'une intégration économique plus poussée. Dans un contexte global où la transition énergétique et la lutte contre les inégalités prennent une importance cruciale, le modèle adopté par l'UEMOA pourrait bien servir d'exemple pour d'autres régions du continent.

L'engagement des acteurs, la qualité des échanges et l'adoption de recommandations concrètes lors de cette table ronde montrent que l'UEMOA est prête à relever les défis du XXIe siècle. En réunissant experts, régulateurs et investisseurs, nous posons les fondations d'un écosystème financier résilient, capable de stimuler une croissance inclusive et durable.

À l'heure où la planète appelle à des actions immédiates, la volonté d'intégrer les enjeux de durabilité dans les stratégies financières est non seulement opportune, mais indispensable pour garantir un avenir prospère à nos économies. Nous devons saisir cette dynamique pour construire un marché commun africain à la fois innovant, résilient et respectueux des principes du développement durable.

Cette initiative de la BRVM et du GGGI est bien plus qu'une simple opération financière ; elle est le reflet d'un engagement profond en faveur de la transformation économique de notre région. Il est temps pour l'UEMOA de se positionner comme un leader mondial du financement durable, ouvrant ainsi la voie à une Afrique plus verte et plus équitable pour les générations futures.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Marché financier régional

GGGI et BRVM impulsent les obligations thématiques

Le Global Green Growth Institute (GGGI) et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ont organisé à Abidjan, le 14 février 2025, une table ronde pour dynamiser le marché des obligations thématiques – vertes, sociales et durables – dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

• Joël Yanclo

Experts, régulateurs, investisseurs et émetteurs potentiels se sont réunis pour discuter des défis et opportunités liés au financement durable au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En partenariat avec le gouvernement luxembourgeois, les organisateurs ont présenté les principaux axes de travail à savoir l'évaluation du cadre réglementaire et économique qui a permis aux participants d'identifier les écarts existants et proposé des solutions pour aligner les marchés africains aux normes internationales ; la préparation des acteurs du marché en mettant l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités à travers des formations et des plateformes de partage d'informations pour améliorer la préparation des investisseurs et des émetteurs ; les stratégies de croissance avec des actions concrètes définies pour élargir le marché des obligations thématiques, améliorer la liquidité et stimuler la coopération public-privé. Le rapport préliminaire élaboré conjointement par le GGGI et la BRVM a été présenté au cours de l'événement, offrant ainsi une base solide pour des recommandations stratégiques qui visent à transformer le paysage financier régional.

Orienter les investissements vers des projets verts et sociaux

En développant un marché de capitaux spécialisé dans



les obligations thématiques, l'UEMOA pourra canaliser des investissements vers des projets verts et sociaux essentiels pour la transition écologique et le développement inclusif. L'approche proposée par le GGGI et la BRVM, qui combine formation, assistance technique et harmonisation réglementaire, contribuera à réduire les coûts de financement et à améliorer la transparence sur les marchés financiers régionaux. Cette dynamique devrait également stimuler la confiance des investisseurs, tant locaux qu'internationaux, et faciliter l'accès aux capitaux pour les entreprises engagées dans des projets à impact positif. En outre, la création d'un cadre collaboratif regroupant divers acteurs – régulateurs, entreprises et institutions financières – permettra de mieux répondre aux défis spécifiques du continent, tels que l'insuffisance des infrastructures et la nécessité d'adapter les normes aux réalités locales.

Développer des instruments financiers

innovants

Dans un contexte mondial marqué par la nécessité de financer la transition énergétique et sociale, l'UEMOA cherche à renforcer son attractivité en développant des instruments financiers innovants. La BRVM, en tant que bourse régionale intégrée regroupant huit pays d'Afrique de l'Ouest, joue un rôle central dans cette transformation. Parallèlement, le Global Green Growth Institute, institution intergouvernementale engagée dans la promotion d'une croissance verte, soutient les États membres dans la mise en œuvre de stratégies durables. Ce partenariat intervient alors que

les économies africaines se tournent résolument vers une intégration économique plus poussée et une diversification des sources de financement, indispensables pour soutenir une croissance inclusive et durable sur le continent.

Le GGGI en bref

Le Global Green Growth Institute (GGGI) a été créé en 2012 lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en tant qu'organisation internationale intergouvernementale fondée sur un traité. GGGI aide ses États membres à faire évoluer leurs économies vers un modèle de croissance verte qui permet à la fois de

réduire la pauvreté, d'assurer l'inclusion sociale, de préserver l'environnement et de favoriser la croissance économique. Avec 49 États membres et 29 pays partenaires et organisations d'intégration régionale en voie d'adhésion, le GGGI met en œuvre des programmes et des projets dans plus de 51 pays. Ces initiatives englobent le développement de solutions innovantes pour une croissance verte, le soutien technique, le renforcement des capacités, la planification et la mise en œuvre de politiques, ainsi que l'assistance à la constitution d'un pipeline de projets d'investissement verts bancables, le financement

de projets, les investissements et le partage des connaissances. Le travail du GGGI contribue aux efforts de ses États membres pour atteindre les Objectifs de développement durable et les contributions déterminées au niveau national à l'Accord de Paris.

La BRVM, 5ème Bourse africaine en termes de capitalisation.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à 8 pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations). La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre de l'African Securities Exchanges Association (ASEA) et du World Federation of Exchanges (WFE). Elle est classée dans la catégorie des marchés frontières.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services [variation annuelle en %]	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services [variation annuelle en %]	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Intégration sous régionale

L'UEMOA vulgarise son Plan stratégique IMPACT 2030

Du 17 février au 21 mars 2025, la Commission de l'UEMOA organise des ateliers nationaux pour présenter sa Vision prospective 2040 et son Plan stratégique 2025-2030, baptisé IMPACT 2030. Ces rencontres, organisées avec l'appui des ministères en charge de l'économie et des finances des États membres, visent à sensibiliser les acteurs publics et privés aux grandes orientations de ces référentiels stratégiques.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission



Communiqué de presse

VULGARISATION DE LA VISION PROSPECTIVE 2040 DE L'UEMOA ET DU PLAN STRATEGIQUE 2025-2030 DE LA COMMISSION, IMPACT 2030

La Commission de l'UEMOA organise des ateliers nationaux de vulgarisation de la Vision prospective 2040 de l'UEMOA et du Plan stratégique 2025-2030 de la Commission, IMPACT 2030, du 17 février au 21 mars 2025 dans les États membres.

Ces rencontres organisées avec l'appui des Ministères en charge de l'économie et des finances des États membres visent à présenter les nouveaux référentiels et à échanger avec les participants autour des grandes orientations contenues dans les deux documents.

Les ateliers permettront également aux différents acteurs des secteurs public et privé, de la société civile, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers de s'approprier le contenu des documents, afin d'accompagner leur mise en œuvre.

La mise en œuvre d'IMPACT 2030 permettra à la Commission de l'UEMOA, à l'horizon 2030, d'être « une Institution agile, locomotive de l'approfondissement de l'intégration et de la transformation structurelle des économies de l'UEMOA ».

Avec la Vision 2040, l'UEMOA ambitionne d'être « un espace économique et monétaire durablement intégré, paisible et prospère, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Ouagadougou, le 14 février 2025

La Direction de la Communication

Plus d'informations sur l'UEMOA : www.uemoa.int
Contacts presse : dcominfos@uemoa.int

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél : (226) 25 31 88 73 à 76
Fax : (226) 25 31 88 72 - Email : commission@uemoa.int Sites Internet : www.uemoa.int

Plan International

La représentante résidente en fin de mission au Togo

Après cinq années d'exercice, la représentante résidente de Plan International, Awa Faly Ba, est arrivée en fin de mission au Togo. La responsable a fait, mercredi 12 février, le point sur son mandat avec le Premier ministre, Victoire Dogbé, à la faveur d'une audience à la Primature.

L'entretien a notamment été l'occasion de revenir sur les actions mises en œuvre. En cinq ans de mission, la représentante a souligné une augmentation significative des investissements en faveur des enfants et des filles. Elle a également mis en avant le renforcement des interventions de Plan International dans la région des Savanes, selon les priorités gouvernementales. Awa Faly Ba a en outre évoqué la continuité du programme de parrainage sur l'ensemble du territoire, impliquant 124 cantons partenaires ainsi que le sommet mondial des filles organisé pour la première fois en

Afrique. « Nous restons aux côtés des populations togolaises, en particulier des enfants et des filles. Notre ambition est de faire éclore une société juste et égalitaire dans laquelle tous les enfants ont des opportunités d'apprendre,

de s'épanouir, de s'exercer à la citoyenneté. Nous allons continuer ce travail, bien sûr, avec abnégation, l'orientation des autorités et la participation de toutes et tous », a-t-elle conclu.

(Togo Officiel)



Diplomatie

Ouro-Koura Agadazi, nouvel ambassadeur du Togo en France

Le président Faure Essozimna Gnassingbé a nommé, jeudi 13 février 2025, Ouro-Koura Agadazi en tant qu'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Togo en France. Ancien ministre et haut cadre de l'administration togolaise, il succède à Calixte Batossie Madjoulba et aura pour mission de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays.

● Junior Aredola

La diplomatie togolaise en France prend un nouveau tournant avec la nomination d'Ouro-Koura Agadazi au poste d'ambassadeur. Cet officier des forces armées togolaises, qui détient le grade de Colonel, a exercé de hautes fonctions gouvernementales, notamment en tant que ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Il a également joué un rôle clé au sein du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et de l'Agence nationale de sécurité alimentaire (ANSAT), contribuant ainsi à la modernisation du secteur agricole togolais. À Paris, Agadazi succède à Calixte Batossie Madjoulba et aura pour mission de consolider les relations diplomatiques entre le Togo et la France. Son expérience dans la gestion des politiques publiques et son parcours militaire pourraient être des atouts dans la gestion des enjeux diplomatiques, économiques et sécuritaires



entre les deux nations. La nomination d'Ouro-Koura Agadazi traduit la volonté du gouvernement togolais de renforcer sa représentation diplomatique en France, un partenaire stratégique dans plusieurs domaines, notamment l'économie, la culture et la sécurité. Son profil multidimensionnel, alliant expertise militaire et gestion des politiques agricoles, pourrait permettre une approche diversifiée dans la coopération bilatérale. L'un des défis majeurs pour le nouvel ambassadeur sera de dynamiser les relations

économiques et d'attirer davantage d'investissements français au Togo. De plus, les questions migratoires, académiques et sécuritaires seront au cœur de son mandat, dans un contexte où la coopération entre les deux pays continue d'évoluer. Le Togo et la France entretiennent des relations historiques marquées par une coopération dans plusieurs secteurs. Paris reste un partenaire clé dans les domaines du développement, de l'éducation et de la sécurité, notamment à travers des programmes d'aide bilatérale et des investissements privés. Le remplacement de Calixte Batossie Madjoulba intervient dans un contexte où le Togo cherche à renforcer son influence sur la scène internationale et à diversifier ses partenariats économiques. Ouro-Koura Agadazi aura donc la responsabilité d'accompagner cette dynamique et d'assurer une présence diplomatique efficace en France.

Togo / Éducation

Bientôt un nouveau manuel d'allemand pour l'enseignement secondaire

Le Togo s'appête à introduire un nouveau manuel d'allemand, *Und jetzt Wir*, en remplacement de *Ihr und Wir*, utilisé depuis plusieurs années. Une commission technique de professeurs d'allemand a entamé, le 13 février 2025 à Lomé, les travaux d'harmonisation de ce manuel, qui vise à mieux s'adapter aux réalités socioculturelles africaines et au programme en vigueur.

● Nicole Esso

Dans le cadre de l'amélioration continue du système éducatif, le ministère de l'Enseignement secondaire et technique, en collaboration avec le Goethe-Institut, a initié un projet de modernisation des supports pédagogiques d'allemand. Le manuel *Und jetzt Wir* a été retenu pour remplacer *Ihr und Wir*, jugé moins adapté au programme actuel. Une commission technique, composée d'une dizaine de professeurs d'allemand, a débuté un cycle de trois ateliers de travail pour harmoniser les contenus pédagogiques et garantir une uniformisation des enseignements du niveau Seconde à la Terminale. L'objectif est d'assurer une progression cohérente des élèves, tout en intégrant les évolutions pédagogiques récentes. Selon Koffi Séna Agbozoh, directeur de la Direction des programmes et innovations pédagogiques (DPIP) de l'Université de Lomé, *Und jetzt Wir* constitue une avancée significative dans



l'apprentissage de l'allemand au Togo et sa mise en œuvre renforcera la qualité de l'enseignement de cette langue. L'introduction d'un nouveau manuel d'allemand répond à un besoin d'adaptation des outils pédagogiques aux réalités locales et aux exigences du programme scolaire révisé en 2022. En intégrant des références culturelles plus proches du quotidien des élèves togolais, *Und jetzt Wir* vise à susciter davantage d'intérêt pour la langue allemande et à améliorer son assimilation. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large de réforme des manuels scolaires au Togo, avec une volonté de moderniser les supports d'apprentissage pour renforcer la qualité de l'éducation.

Il permettra aussi d'assurer une plus grande cohérence dans l'enseignement de l'allemand sur l'ensemble du territoire, favorisant ainsi un apprentissage plus efficace et homogène. L'allemand occupe une place importante dans l'enseignement secondaire togolais, en tant que langue étrangère enseignée aux côtés de l'anglais et de l'espagnol. Le Goethe-Institut, institution de référence pour la promotion de la langue et de la culture allemandes, accompagne depuis plusieurs années les autorités éducatives togolaises dans l'amélioration des méthodes pédagogiques et la formation des enseignants. Cette réforme du manuel d'allemand s'inscrit dans une volonté plus large du gouvernement togolais de moderniser son système éducatif, en mettant à jour les outils d'apprentissage et en renforçant les compétences linguistiques des apprenants pour mieux les préparer aux opportunités académiques et professionnelles internationales.

Togo

Le gouvernement réorganise l'administration fiscale et douanière

Le Conseil des ministres du 13 février 2025 a adopté un projet de loi modifiant la loi de 2012 portant création de l'Office Togolais des Recettes (OTR). Cette réforme vise à moderniser l'administration fiscale et douanière en améliorant la gouvernance, l'efficacité et la transparence du processus de collecte des recettes publiques.

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES

Lomé, jeudi 13 février 2025

Le Conseil des ministres s'est réuni ce jeudi 13 février 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

Le Conseil des ministres a examiné un (01) projet de loi et trois (03) décrets, et écouté une (01) communication.

I. Au titre du projet de loi,

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi portant modification de la loi n° 2012-016 du 14 décembre 2012, portant création de l'office togolais des recettes.

Dans le sillage des réformes mises en œuvre pour moderniser l'administration fiscale et douanière, en particulier pour assurer un processus transparent de collecte des recettes, il est apparu nécessaire de procéder à une revue du cadre institutionnel de l'office togolais des recettes.

Ainsi le projet de loi adopté par le Conseil permet de consacrer cette évolution inspirée des meilleures pratiques internationales, et qui tire les enseignements des résultats de l'audit relatif à l'évaluation de la performance de l'office togolais des recettes pour la période 2014-2018.

Le texte vise à renforcer la gouvernance, notamment la tutelle ministérielle, accroître l'efficacité du conseil d'administration, et promouvoir la célérité des procédures.

Il permettra à notre pays d'avoir un office des recettes plus moderne, efficace et transparent, capable de relever les défis auxquels sont confrontées les administrations fiscales et douanières.

II. Au titre des décrets,

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le décret portant approbation des critères de répartition des dotations du fonds d'appui aux collectivités territoriales, exercice 2025, pour le compte des régions.



L'exercice, par les collectivités territoriales, de compétences transférées par l'État induit la nécessité d'un transfert concomitant des ressources correspondantes.

Ainsi, en plus de leurs ressources propres, les collectivités territoriales bénéficient d'un mécanisme national de financement dénommé Fonds d'appui aux collectivités territoriales. Les critères de répartition des dotations an-



nelles de ce fonds sont soumis à l'approbation du Conseil des ministres.

Pour l'exercice 2025, le montant global à répartir par région est composé d'une dotation de base et de dotations de péréquation suivant les critères de population, de superficie et d'indice de pauvreté, la dotation de performance n'étant pas applicable pour la première année de fonctionnement des régions.

Le Conseil des ministres a examiné en première lecture le décret modifiant le décret n°2013-082/PR du 12 décembre 2013 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'agence nationale d'assainissement et de salubrité publique.

L'agence nationale d'assainissement et de salubrité publique est créée à l'origine comme un organisme d'appui-conseil, de concertation, de coordination et de contrôle.

Mais, à la pratique, l'agence a été sollicitée pour des interventions de terrain visant à juguler une situation d'insalubrité généralisée, en particulier à Lomé la capitale.

Après une dizaine d'années de prise en charge réussie de missions d'exécution sur la base des dispositions pertinentes relatives à la décentralisation et au fonds d'aide aux collectivités territoriales, il y a lieu de réaliser une réorientation du cadre réglementaire de l'agence nationale d'assainissement et de salubrité publique, en arrimant son texte fondateur à son activité effective.

C'est l'objet de ce décret qui devra notamment prendre en compte les réalités de l'administration décentralisée ainsi que l'existence du district autonome du Grand Lomé pour une répartition des attributions et des responsabilités de chaque intervenant dans la chaîne de l'assainissement et de la salubrité, pour garantir aux populations un environnement public propre et un cadre de vie sain.

Le Conseil des ministres a examiné en première lecture le décret fixant les attributions et le fonctionnement des conférences administratives régionale et préfectorale.

La mise en œuvre de la réforme 5 de la feuille de

route gouvernementale Togo 2025 intitulée « décentralisation et déconcentration de l'État » exige une coordination renforcée entre les différents acteurs au niveau local, pour favoriser la synergie des stratégies, réflexions et actions en vue d'un développement national harmonieux.

Le décret fixant les attributions et le fonctionnement des conférences administratives régionale et préfectorale va permettre d'assurer la cohérence des politiques de développement, d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et de renforcer la transparence et l'efficacité dans le suivi des programmes et projets étatiques en réponse aux besoins spécifiques des populations locales.

III. Au titre des communications,

Le Conseil des ministres a écouté une communication de la ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, relative au projet de création de l'institut géographique national du Togo.

En vue d'améliorer la gestion du système d'information foncière aux niveaux national et local, le gouvernement a entrepris des mesures destinées à repenser l'organisation institutionnelle du système de cartographie nationale, afin qu'il réponde à l'ambition de moderniser le pays et renforcer ses structures, d'une part, et, d'autre part, tienne compte des évolutions techniques en matière de traitement des informations géographiques.

Au nombre de ces mesures figure la transformation de l'actuelle direction générale de l'information géographique et de la cartographie en un institut doté d'une autonomie de gestion administrative et financière.

Fait à Lomé, le 13 février 2025

Le Conseil des ministres



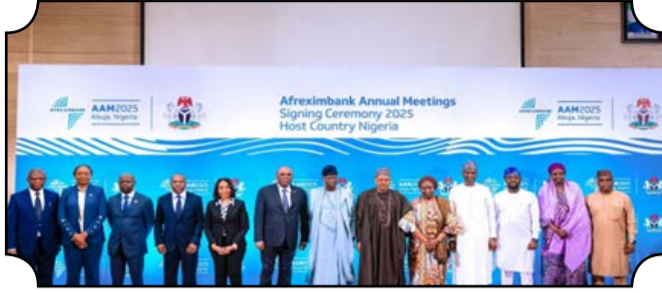
Afreximbank

Le Nigéria accueillera les 32^{ème} Assemblées annuelles

Le gouvernement fédéral du Nigéria et Afreximbank ont signé l'accord de pays hôte pour les 32^e Assemblées annuelles d'Afreximbank (AAM) à Abuja, au Nigéria, du 23 au 28 juin 2025.

● Wilson Lawson

Les Assemblées annuelles d'Afreximbank sont l'un des rassemblements les plus attendus du continent africain, avec des discussions politiques de haut niveau, des présentations et des événements parallèles sur des questions pertinentes pour le développement socio-économique de l'Afrique ainsi que des sessions de réseautage d'affaires qui favorisent l'intégration par le commerce et les investissements. Les 32^e Assemblées annuelles d'Afreximbank en juin 2025 devraient être le plus grand rassemblement de l'Afrique mondiale dans l'histoire des Assemblées annuelles de la Banque, réunissant plus de 6 000 délégués, dont des chefs d'État, des responsables gouvernementaux, des capitaines d'industrie, des hommes d'affaires, des décideurs, des universitaires, des experts et des conseillers respectés d'Afrique, de la région CARICOM et du monde entier. Commentant l'importance de l'accord, S.E. Wale Edun, l'honorable ministre des Finances et ministre coordonnateur de l'économie du Nigéria, a souligné le solide partenariat du Nigéria avec Afreximbank et son engagement à favoriser le commerce et la croissance économique en Afrique et au-delà. Il a déclaré : « Le Nigéria est honoré d'accueillir les Assemblées annuelles 2025 d'Afreximbank, qui serviront de plate-forme essentielle pour les discussions sur le



financement du commerce, la croissance économique et les opportunités d'investissement à travers l'Afrique. » Il a ajouté : « Cet événement témoigne de notre engagement à renforcer le secteur financier africain et à positionner le Nigéria comme un pôle de transformation économique. » Le professeur Benedict Oramah, président et président du conseil d'administration d'Afreximbank, a déclaré : « Nous apprécions grandement l'acceptation du gouvernement fédéral du Nigéria d'accueillir les Assemblées annuelles d'Afreximbank en 2025, ce qui démontre notre détermination commune à accélérer la croissance économique et le développement de l'Afrique. » Le gouvernement du Nigéria a été un partenaire indéfectible et un pilier solide de la Banque. Il a toujours répondu positivement aux appels de fonds, en injectant des capitaux importants dans la Banque même lorsque l'environnement économique semblait difficile ; en supprimant les obstacles réglementaires qui auraient autrement entravé les activités de la Banque au Nigéria et en étant à l'avant-garde de la mobilisation du soutien continental en faveur de la Banque. » « Le thème

de cette année, « Construire l'avenir sur des décennies de résilience », reflète les progrès que nous avons réalisés au cours des trois dernières décennies et les mesures audacieuses qui sont impératives pour naviguer dans un paysage mondial de plus en plus complexe. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a donné à notre continent une opportunité inégalée de réaliser une transformation économique durable qui propulsera la croissance économique de l'Afrique et augmentera le niveau de vie et la prospérité de tous les Africains. « Les assemblées annuelles d'Afreximbank offriront une plateforme pour réfléchir à notre parcours, célébrer nos contributions et tracer une voie à suivre qui renforce l'indépendance économique et l'influence mondiale de notre continent. Nous sommes impatients d'accueillir et de rencontrer des parties prenantes de toute l'Afrique et d'autres parties du monde à Abuja pour cet événement prestigieux. » Le professeur Oramah a noté que le soutien indéfectible du Nigéria à Afreximbank a été le principal moteur du fort impact continental de la Banque.

Satellites fixes

Spacecom renforce la connectivité en Afrique avec un contrat gouvernemental

Spacecom, un opérateur mondial de satellites fixes, a récemment signé un accord de 3,8 millions de dollars avec un gouvernement africain pour fournir des services de communication par satellite via son satellite AMOS-17 sur une période de 12 mois.

L'AMOS-17, lancé en 2019, est un satellite à haut débit multi-bande qui offre des solutions de communication à 49 pays africains, ainsi qu'au Moyen-Orient, à l'Asie et à l'Europe. Depuis son lancement, il a élargi sa couverture en Afrique grâce à diverses initiatives. Par exemple, en 2021, la Kenya Broadcasting Corporation a migré vers les services de l'AMOS-17 pour sa diffusion télévisuelle terrestre numérique, reflétant les partenariats stratégiques de Spacecom avec des entités gouvernementales. De plus,



l'AMOS-17 facilite l'apprentissage en ligne et la connectivité Internet pour les écoles au Nigeria, contribuant à combler le fossé numérique. En partenariat avec Zinox Technologies, Spacecom a lancé un contrat pluriannuel en 2021 pour fournir un accès éducatif de qualité aux enfants nigériens via la fréquence en bande C du satellite. Le satellite a également collaboré avec des clients en Angola, le fournisseur de

télécommunications panafricain Paratus et l'Autorité postale du Sénégal. Cet accord récent marque une étape importante pour Spacecom dans l'expansion de sa présence en Afrique et le renforcement de sa réputation dans le secteur des services satellitaires. Il est prévu que cet accord stimule la croissance des revenus et consolide la position de l'entreprise en tant que fournisseur fiable de solutions de communication pour les gouvernements.

Avec afriqueitnews.com

Union africaine

Ali Mahamoud Youssouf élu président de la Commission

Le ministre des Affaires étrangères de Djibouti, Ali Mahamoud Youssouf, a été élu président de la Commission de l'Union africaine ce samedi 15 février 2024, à Addis-Abeba. Il succède au Tchadien Moussa Faki Mahamat et entame un mandat de quatre ans dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et diplomatiques majeurs sur le continent.

● Vivien Atakpabem

Réunis à Addis-Abeba en Éthiopie, les chefs d'État africains ont désigné Ali Mahamoud Youssouf à la tête de la Commission de l'Union africaine (UA). Ce diplomate chevronné, âgé de 59 ans, a occupé pendant près de vingt ans le poste de ministre des Affaires étrangères de Djibouti. Polyglotte, il parle français, anglais et arabe et a mené une campagne discrète mais efficace, mettant en avant ses compétences en négociation et en équilibre diplomatique. Trois candidats étaient en lice pour cette élection, tous issus de l'Afrique de l'Est : le Kényan Raila Odinga, qui faisait figure de favori, le Malgache Richard Randriamandrato, et le Djiboutien Ali Mahamoud Youssouf, qui a finalement remporté l'adhésion des dirigeants africains. Son élection marque un tournant pour Djibouti, un pays stratégique de la Corne de l'Afrique qui s'affirme de plus en plus sur la scène diploma-



tique continentale. L'arrivée d'Ali Mahamoud Youssouf à la tête de la Commission de l'UA intervient à un moment clé pour l'organisation panafricaine. Plusieurs États membres sont confrontés à des crises sécuritaires et institutionnelles, notamment en Afrique de l'Ouest et dans la région des Grands Lacs. Lors d'un entretien en décembre dernier, le nouveau président de la Commission avait d'ailleurs souligné les problèmes de gouvernance et l'instabilité politique qui fragilisent certains pays du continent. Il devra notamment gérer les tensions croissantes en République démocratique du Congo (RDC), où la situation sécuritaire s'aggrave, ainsi que les défis liés aux coups

d'État qui ont secoué plusieurs pays ces dernières années. Son expérience diplomatique et sa connaissance des enjeux africains seront des atouts essentiels pour renforcer l'intégration africaine et favoriser le dialogue entre les États membres. Ali Mahamoud Youssouf succède à Moussa Faki Mahamat, qui a dirigé la Commission de l'UA depuis 2017. Ce dernier a été confronté à des défis majeurs, notamment la gestion des conflits internes, la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et la réponse aux crises sanitaires et sécuritaires. Le mandat de Youssouf s'ouvre dans un climat de tensions régionales, mais aussi d'opportunités, avec la montée en puissance de l'Union africaine sur la scène internationale. Sa présidence sera scrutée de près, notamment sur sa capacité à renforcer la cohésion entre les États membres et à faire avancer les grands projets d'intégration économique et politique du continent.

Emploi des jeunes

Vers un nouveau paradigme pour l'essor des startups au Sénégal

Le 4 février 2025, François Joseph Cabral, directeur du Laboratoire de Recherche sur les Sciences de la Croissance et coordonnateur scientifique du Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES), a exhorté les autorités sénégalaises à adopter un nouveau paradigme en créant les conditions propices à l'émergence d'une « startup nation ». Selon lui, cette initiative permettrait aux jeunes d'accéder à des emplois qualifiés et de contribuer significativement au développement économique du pays.

Le concept de « startup nation » vise à encourager la création d'entreprises innovantes, notamment dans le secteur numérique, en mettant en place un environnement favorable à l'entrepreneuriat. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de former un grand nombre de jeunes qualifiés capables de porter des projets novateurs. Le Sénégal a déjà entrepris des démarches en ce sens avec l'adoption du « Startup Act » en 2020. Cette législation pionnière en Afrique établit un cadre spécifique pour les start-ups, incluant un régime juridique adapté pour leur enregistrement et leur labellisation. Elle prévoit également la création d'un centre de ressources dédié aux start-ups et propose des mesures incitatives telles qu'une fiscalité allégée, l'accès à du mentorat, des formations gratuites et d'autres dispositifs de sou-



tien à la croissance. Par ailleurs, des initiatives comme la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) ont été mises en place pour promouvoir l'auto-emploi. La DER/FJ est chargée de définir et de mettre en œuvre des stratégies visant à encourager l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes, en offrant notamment un accompagnement et un soutien financier adaptés. Malgré ces efforts, le marché du travail sénégalais demeure majoritairement informel, avec environ 84 % des emplois relevant de ce secteur. Cette situation se traduit souvent par de faibles salaires, un sous-emploi et une protection

sociale limitée. Pour inverser cette tendance, il est crucial de renforcer les capacités des jeunes en matière de science, de technologie et d'innovation (STI). Le gouvernement a reconnu l'importance de la STI comme moteur de développement économique et social, mais l'absence d'une politique globale en la matière constitue un obstacle à sa mise en œuvre effective. Des programmes tels que le Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence de l'éducation et de la formation (PAQUET) ont été lancés pour améliorer la qualité de l'éducation et de la formation en renforçant les capacités des enseignants et en introduisant des méthodes d'enseignement innovantes. Ces initiatives visent à doter les jeunes des compétences nécessaires pour s'intégrer dans un marché du travail en constante évolution.

Avec afriqueitnews.com

vendredi 14 février 2025

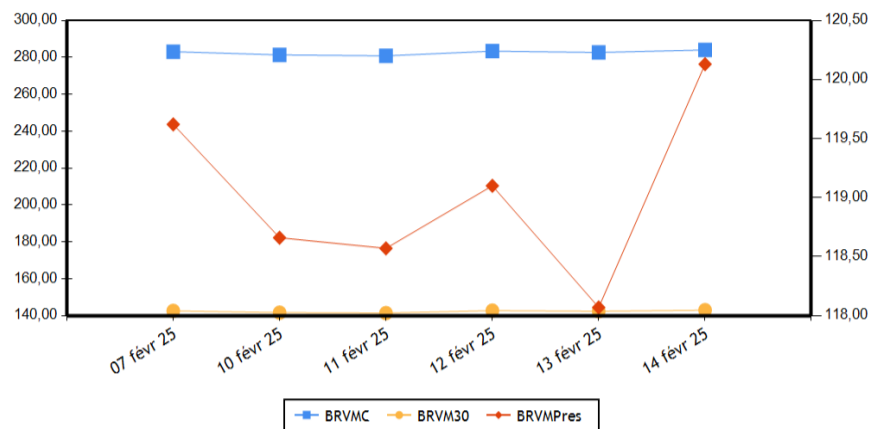
N° 32

BRVM COMPOSITE	283,99
Variation Jour	0,47 %
Variation annuelle	2,89 %

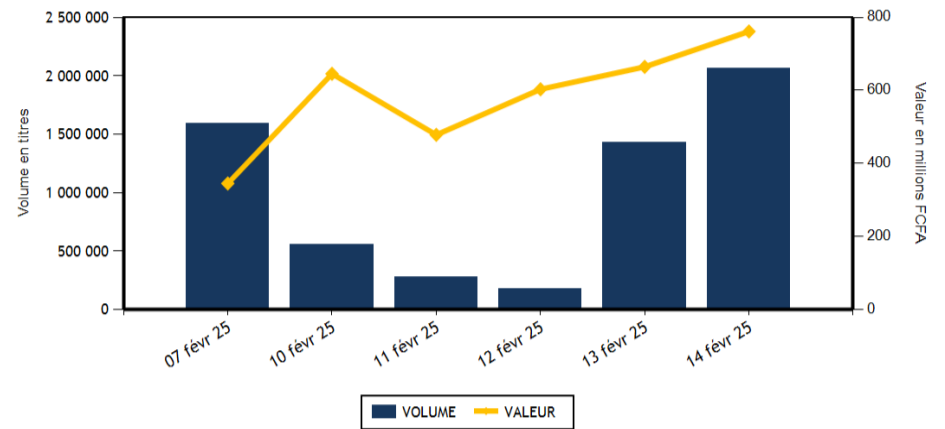
BRVM 30	143,01
Variation Jour	0,43 %
Variation annuelle	3,08 %

BRVM PRESTIGE	120,13
Variation Jour	1,74 %
Variation annuelle	4,61 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 651 615 708 420	0,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 061 302	44,15 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	756 811 240	15,52 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	16	-23,81 %
Nombre de titres en baisse	10	-9,09 %
Nombre de titres inchangés	18	63,64 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 360	7,27 %	2,61 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 705	6,92 %	8,20 %
UNILEVER CI (UNLC)	6 930	6,70 %	7,03 %
BERNABE CI (BNBC)	1 050	6,06 %	-1,41 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	21 995	4,74 %	4,74 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 532 282 908 655	0,00 %
Volume échangé	523	-52,41 %
Valeur transigée (FCFA)	4 420 000	-52,15 %
Nombre de titres transigés	3	-57,14 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	-80,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	2 200	-4,35 %	0,23 %
SMB CI (SMBC)	7 200	-4,00 %	-16,33 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	560	-3,45 %	-6,67 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	750	-3,23 %	-3,23 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 980	-0,75 %	7,03 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	120,13	1,74 %	4,61 %	85 606	470 101 615	10,57
BRVM-PRINCIPAL	37	138,77	-0,10 %	0,48 %	1 975 696	286 709 625	11,52

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,89	0,24 %	7,27 %	7 297	43 066 570	19,28
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	791,00	-0,15 %	3,54 %	29 031	285 517 430	12,35
BRVM - FINANCES	15	102,56	1,24 %	0,80 %	1 940 911	214 879 225	7,01
BRVM - TRANSPORT	2	333,35	-1,06 %	1,45 %	10 177	13 151 195	4,21
BRVM - AGRICULTURE	5	204,50	0,66 %	3,77 %	13 305	61 379 545	14,85
BRVM - DISTRIBUTION	7	339,35	3,17 %	1,21 %	59 955	137 222 885	20,02
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	691,46	0,00 %	6,47 %	626	1 594 390	23,80

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,60	-0,06 %	3,60 %	26 881	278 634 495	12,40
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	97,96	-1,22 %	-2,04 %	3 978	4 419 045	22,81
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	100,80	1,26 %	0,80 %	1 940 911	214 879 225	7,01
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	108,27	0,68 %	8,27 %	16 869	91 208 255	19,55
BRVM - INDUSTRIELS	7	103,34	-0,73 %	3,34 %	11 968	15 132 570	6,67
BRVM - ENERGIE	4	101,37	4,30 %	1,37 %	58 545	145 654 715	16,10
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	101,63	-2,98 %	1,63 %	2 150	6 882 935	10,73

OpenAI

L'offre de Musk rejeté par le conseil d'administration

Le conseil d'administration d'OpenAI, créateur de ChatGPT, a rejeté vendredi soir l'offre de rachat de 97,4 milliards de dollars d'un consortium dirigé par le milliardaire Elon Musk, déclarant que la startup n'est pas à vendre.

Elon Musk, le milliardaire et entrepreneur technologique, a fait une offre hostile de 97,4 milliards de dollars pour acquérir OpenAI, l'organisation à l'origine de ChatGPT. Cette proposition, soumise lundi 10 février 2025, a ravivé les tensions entre Musk et Sam Altman, le patron d'OpenAI.

« Pas à vendre » et « ridicule »

Musk a affirmé que son offre vise à ramener « OpenAI à sa mission originelle d'organisation à but non lucratif dédiée au développement sûr et bénéfique de l'IA ». Il a déclaré qu'il retirerait son offre si OpenAI abandonnait ses plans de conversion en une entité à but lucratif. Le conseil d'administration d'OpenAI, le créateur de ChatGPT, a rejeté vendredi soir l'offre de rachat de 97,4 milliards de dollars d'un consortium dirigé par le milliardaire Elon Musk, déclarant que la startup n'est « pas à vendre ».



Sam Altman a qualifié l'offre de « ridicule ». En réponse, Altman a proposé d'acheter X (ex-Twitter) à Musk pour 9,74 milliards de dollars.

Un contexte de conflit personnel et idéologique

L'offre d'achat non sollicitée lancée par Musk constitue la dernière initiative en date du patron de Tesla et SpaceX pour empêcher la startup qu'il a cofondée avec Sam Altman - mais qu'il a quittée en 2019 - de devenir une entreprise à but lucratif, alors qu'elle cherche à lever des capitaux pour rester en tête de la course à l'intelligence artificielle. Elon Musk a fondé par la suite une star-

tup concurrente, appelée xAI. « OpenAI n'est pas à vendre et le conseil d'administration a rejeté à l'unanimité la dernière tentative de M. Musk visant à perturber la concurrence. Toute réorganisation potentielle d'OpenAI renforcera notre organisation à but non lucratif et sa mission, qui est de veiller à ce que l'IA (intelligence artificielle générale, NDLR) profite à l'ensemble de l'humanité », a déclaré OpenAI sur la plateforme X, citant son président Bret Taylor. Après le départ de Musk en 2019, OpenAI a créé une branche à but lucratif qui a levé des milliards de dollars de fonds, ce qui a provoqué la fureur du milliardaire proche de Trump qui l'a accusée de trahir sa vocation initiale. Elon Musk et Sam Altman sont depuis à couteaux tirés et se répondent à coups de procédures en justice et de déclarations fracassantes sur les réseaux sociaux.

(avec agences)

Hermès

Nouvelle année record pour le géant qui ne connaît pas la crise

Le groupe de luxe a dévoilé des résultats exceptionnels pour 2024. Son bénéfice net a augmenté de 6,8 %, atteignant 4,6 milliards d'euros.

Ce sont des records qu'Hermès a réalisés en 2024. Le groupe de luxe a enregistré un bénéfice net en hausse de 6,8 % à 4,6 milliards d'euros et des ventes passant les 15 milliards d'euros (+13 %), grâce à des progressions dans toutes les régions. Le gérant d'Hermès, Axel Dumas, salue une « solide performance », « dans un contexte économique et géopolitique plus incertain ». « Tout en préservant les grands équilibres du groupe et sa responsabilité d'employeur, la maison garde le cap », ajoute-t-il, cité dans un communiqué vendredi. « On a fait une année exceptionnelle. Elle n'a pas été que facile, c'est pour cela que je remercie chaleureusement les équipes », a-t-il souligné lors d'un échange avec des journalistes. La marge opérationnelle affiche toutefois un léger recul à 40,5 % au lieu de 42,1 % en 2023. « La grande différence tient aux taux de change qui ont été contre nous avec le renforcement de l'euro », a expliqué Axel Dumas, évoquant aussi l'effet de la « reconstitution de stocks ».

Des ventes en progression en Asie



Géographiquement, les ventes en Asie, hors Japon, progressent de 6 % à 6,65 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires du Japon progresse, lui, de 14 % grâce à la clientèle locale. Les ventes de la région « Amériques » grimpent de 14,5 % à 2,87 milliards d'euros. Les États-Unis « restent une terre de conquête », selon Axel Dumas. Le chiffre d'affaires en Europe, hors France, fait un bond de 18,1 % à 2,15 milliards d'euros et les ventes en France atteignent 1,45 milliard d'euros (+13,5 %) grâce à « la clientèle locale et à la dynamique des flux touristiques ». Au total, les ventes de Maroquinerie-Sellerie, cœur de métier du groupe, frôlent les 6,5 milliards d'euros (+16,4 %) grâce à « la hausse des capacités de production » et « une demande particulièrement soutenue ». Hermès versera une prime de 4 500 euros à l'ensemble de ses 25 000 (dont plus de 15 000 en France) collabora-

teurs dans le monde en 2024 (contre 4 000 euros en 2023). Lors de l'assemblée générale du 30 avril, il sera proposé un dividende à 16 euros contre 15 euros en 2023.

Prudence et ambition pour 2025

Pour 2025, Axel Dumas « reste prudent, mais ambitieux pour l'année ». « Je reste très positif sur 2025 » même si « la barre est haute » après les performances de 2024. Interrogé sur le risque de droits de douane imposés par l'administration Trump, le gérant a expliqué rester « très attaché à notre production où elle est », à savoir la France mais aussi la Suisse pour les montres ou l'Italie pour les chaussures. « On n'ajuste pas notre politique industrielle avec les droits de douane », a-t-il ajouté, « quand les droits de douane augmenteront, on augmentera nos prix en conséquence ».

(Avec AFP)

Bourse

L'incertitude autour d'une fusion fait chuter Telecom Italia

La valeur de Telecom Italia (TIM) a connu une forte baisse ce vendredi, perdant 7,59 % pour s'établir à 0,275 euro à la Bourse de Milan, après avoir atteint son plus haut niveau en un an et demi en début de semaine. Cette dégringolade s'explique par l'éloignement apparent d'une possible fusion avec l'opérateur français Iliad (Free).

Le groupe Poste Italienne pourrait entrer au capital de Telecom Italia pour sauver l'opérateur. Le groupe, dont l'État italien détient 64 % du capital, envisage de tenir un conseil d'administration exceptionnel ce samedi. L'objectif ? Racheter les 9,8 % de parts actuellement aux mains de la Caisse des dépôts italienne (CDP). D'après les analystes de Banca Akros, « une participation de Poste Italienne dans TIM suspendrait probablement les discussions de fusion-acquisition avec Iliad et le fonds britannique CVC Capital Partners ».

Iliad et CVC toujours intéressés par Telecom Italia

Le groupe Iliad, dirigé par le milliardaire Xavier Niel, continue d'examiner l'opportunité d'une fusion entre sa filiale italienne et Telecom



Italia. Le gouvernement de Giorgia Meloni a déjà été informé de cet intérêt. Parallèlement, CVC Capital Partners reste attentif à une éventuelle acquisition des 23,75 % de parts détenues par Vivendi, premier actionnaire de TIM. Cependant, les négociations semblent aujourd'hui à l'arrêt. Le ministre de l'Économie, Giancarlo Giorgetti, a tempéré les attentes des investisseurs en rappelant que le gouvernement accueillerait favorablement toute proposition, mais resterait vigilant pour « protéger l'intérêt national », notamment grâce au dispo-

sitif de « golden power » qui permet de bloquer certaines opérations dans des secteurs stratégiques comme les télécommunications.

TIM : des options ouvertes pour son avenir

Malgré l'incertitude ambiante, Pietro Labriola, PDG de Telecom Italia, ne ferme aucune porte : « Iliad et Poste Italienne restent deux options envisageables pour le futur de l'opérateur ». Pour financer son potentiel investissement, Poste Italienne pourrait échanger avec la CDP sa participation de 3,78 % dans Nexi, spécialiste des paiements électroniques. Cependant, cette possible incursion de Poste Italienne au capital de TIM pourrait réduire, selon les experts, l'attrait spéculatif à court terme du titre en Bourse.

(avec agences)

Le Super Bowl

Une pluie de dollars au royaume du football américain

Ce dimanche aura lieu la 59e édition du Super Bowl. Et l'événement sportif annuel est aussi et surtout un moment de démesure pour la consommation des États-Unis.

Il n'y a pas d'équivalent français au Super Bowl. Aucune finale de Coupe de France de football, aucun tournoi de Roland Garros ni même le Tour de France n'égale la ferveur et l'importance économique du match de football américain. Ce dimanche 9 février, les Philadelphia Eagles s'opposeront aux Kansas City Chiefs pour la 59e édition de cette finale, qui se déroulera au Caesars Superdome de la Nouvelle-Orléans (Louisiane). Pour l'occasion, même Donald Trump sera de la partie. Une première pour un président américain. « Par le passé, le sport le plus associé aux États-Unis était plutôt le baseball », explique Malcolm Biiga, consultant chez Havas. L'enceinte de 73.000 places a déjà accueilli sept fois la finale de la ligue de football américain depuis 1978. Une aubaine pour la ville du jazz. La National football league estime que l'organisation de l'événement rapporte au moins 600 millions de dollars de retombées économiques pour la ville hôte. En 2022, le super Bowl de Los Angeles a même permis la création de près de 4.700 emplois dans la région, d'après une étude de micro-



Show culturel

Mais l'événement dépasse largement les frontières de la commune organisatrice. L'an dernier, 202 millions d'Américains ont regardé au moins une partie du match selon les données de Nielsen. C'est donc 60 % de la population des États-Unis qui ont vu les Chiefs inscrire un touchdown décisif à 3 secondes de la fin du match. Mais les téléspectateurs n'ont pas les yeux rivés seulement sur les 22 joueurs. À la mi-temps, le show sera assuré par le rappeur Kendrick Lamar, qui sera rejoint par d'autres célébrités musicales. L'autre attente de la mi-temps concerne les publicités. De véritables courts-métrages promotionnels pour les plus grosses marques internationales qui y font jouer des stars du cinéma et de la chan-

son. Coût de 30 secondes de publicité : 7 millions de dollars. « C'est rentabilisé dans l'année. Pour les entreprises, les agences, c'est vraiment un moment crucial pour capter l'attention », commente Malcolm Biiga. Incontestablement, ces chiffres jouent en la faveur d'un événement économique majeur pour les États-Unis. Le jour du match est le second, derrière Thanksgiving, en termes de consommation. 18,6 milliards de dollars sont dépensés en nourriture et boissons par les fans de football américain. Néanmoins, ils pourraient être confrontés, cette année, à une inflation sur certains produits venant du Mexique et du Canada, en raison de l'anticipation de futurs droits de douane venant de la Maison Blanche.

Avec latribune.fr

Afrique

Près de 135.000 femmes pourraient mourir du cancer du sein d'ici 2040 (OMS)

Si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour lutter contre la maladie, environ 135.000 femmes pourraient perdre la vie à cause du cancer du sein d'ici 2040 en Afrique subsaharienne, a alerté l'agence sanitaire mondiale de l'ONU (OMS).

Le cancer du sein est un problème de santé publique courant à l'échelle mondiale. En 2022, on a recensé 2,2 millions de nouveaux cas de cancer du sein et plus 666.000 décès dans le monde. Bien qu'elle soit la région où l'incidence est la plus faible, la région africaine est celle où la mortalité est la plus élevée, selon un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En Afrique, l'incidence du cancer du sein est la plus faible, mais sa mortalité y est la plus élevée. Dans la région africaine de l'OMS, les taux d'incidence du cancer du sein en 2022 varient considérablement, allant de 61 pour 100.000 en Algérie à 7 pour 100.000 en Sierra Leone. Cette région représentait à elle seule 8,6 % des nouveaux cas de cancer du sein dans le monde.

Seuls 5 des 47



pays ont des programmes de dépistage

L'étude de l'OMS a évalué les capacités de lutte contre le cancer du sein dans 42 des 47 pays de la région africaine, en se concentrant sur six domaines critiques : leadership, gouvernance et financement, personnel de santé, systèmes d'information sanitaire et prestation de services. L'évaluation a révélé des lacunes et des disparités importantes dans la lutte contre le cancer du sein dans l'ensemble de la région. Le document pointe du doigt une grave pénurie de personnel de santé ainsi qu'un accès limité aux centres de cancérologie

spécialisés. L'analyse révèle que seuls 5 des 47 pays de la région ont mis en place des programmes organisés de dépistage du cancer du sein et que de nombreux pays s'appuient encore sur des programmes de dépistage opportunistes. L'accès à la pathologie en Afrique reste limité, seuls deux pays respectant la norme d'un laboratoire pour 100.000 habitants. Les décès liés au cancer du sein dans la région sont en grande partie dus à un diagnostic tardif et à des mesures de prévention et de soins insuffisantes. Rien qu'en 2022, 38 femmes sur 100.000 ont été diagnostiquées avec un cancer du sein et 19 sur 100.000 ont tragiquement perdu la vie à cause de cette maladie.

Absence de chimiothérapie dans certains pays

Le nombre de centres de cancérologie varie d'un pays à l'autre. Dans l'ensemble de la région, le nombre de centres de cancérologie, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, se situe entre 0 et 10. Vingt-sept pays disposent d'au moins un centre de cancérologie. L'Algérie et le Kenya ont déclaré le nombre le plus élevé (10 ou plus), suivis du Nigeria (neuf ou plus), du Botswana (huit), du Ghana (six), de l'Éthiopie et de la République-Unie de Tanzanie (cinq), du Zimbabwe (trois), de l'Angola, de la Côte d'Ivoire, de la Namibie, du Rwanda et du Togo (deux). D'autres pays, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, n'ont pas de centre dans le secteur public. Les données ont mis en évidence que le secteur public possède 63% de ces centres. Seize pays sur 42 (38%) ne dis-

posent d'aucun équipement de radiothérapie. L'analyse montre également que 37/42 pays (88,10%) disposent de services de chimiothérapie. Les Comores, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe et le Soudan du Sud ont déclaré ne pas avoir accès à la chimiothérapie pour les patients atteints de cancer.

Pour un dépistage accessible et des diagnostics précoces

Toutefois, les données disponibles ne nous permettent pas de savoir si la chimiothérapie est abordable pour la population. Pour améliorer la prise en charge du cancer du sein dans la région, le rapport invite les pays à élaborer et à financer de manière adéquate des plans nationaux complets de lutte contre le cancer. Le document souligne le besoin urgent d'organiser des programmes de dépistage accessible et de diagnostic précoce du cancer du sein dans les pays. Plus de 760.000 per-

sonnes ont perdu la vie à cause du cancer en 2022 en Afrique. Si le cancer du sein est le cancer le plus courant sur le continent, le cancer du col de l'utérus est à l'origine de 11 % des décès dus au cancer chez les femmes. Le cancer de la prostate est le cancer le plus fréquent chez les hommes, touchant 1 homme sur 4. Les cinq principaux cancers dans la Région sont les cancers du sein, du col de l'utérus, de la prostate, du côlon-rectum et de l'intestin. L'OMS avertit que sans action urgente, les décès dus au cancer en Afrique pourraient augmenter de plus de 70 % d'ici à 2040.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation financière ne devrait pas poser trop de problèmes. Votre équilibre ne sera pas menacé si vous restez prudent. Mais vous irez au-devant de difficultés si vous dépensez trop. Or, méfiez-vous, Jupiter et Pluton en dysharmonie pourront vous incliner à un comportement déraisonnablement imprévoyant.

Taureau Si vous devez effectuer d'importants placements ou réaliser une opération immobilière d'envergure, patientez un peu car cette journée ne sera pas favorable. Vous serez dans de meilleures dispositions plus tard.

Gémeaux Votre situation financière se présentera sous un meilleur jour que vous ne le pensez. Soyez à l'affût des bonnes affaires et des placements intéressants. Il s'en présentera beaucoup cette fois.

Cancer Si vous êtes du deuxième décan, vous pourriez avoir des ennuis matériels aujourd'hui. Les autres natifs de votre signe n'auront pas de problèmes particuliers et pourront prendre d'heureuses initiatives financières.

Lion Votre premier souci en cette journée ? Faire fructifier vos ressources et accroître rapidement vos gains. Malgré les difficultés actuelles, vous serez convaincu que cet objectif est parfaitement réalisable. Les influences planétaires vous donneront l'audace et l'allant nécessaires pour parvenir à vos fins. Si vous devez régler une affaire concernant des biens familiaux, vous ne perdrez pas de temps en palabres inutiles et vous agirez avec un maximum de compétence et d'efficacité.

Vierge Côté finances, vous devrez vous imposer des restrictions et accepter de limiter au maximum les dépenses superflues. Il faut dire que le présent aspect de Saturne ne favorisera pas l'expansion matérielle !

Balance La planète Mercure risque une fois de plus de chahuter votre budget. Faites sérieusement vos comptes et remettez à plus tard les dépenses qui ne s'imposent pas inéluctablement. Si vous fumez, débarrassez-vous au plus vite de cette habitude ruineuse à la fois pour votre santé et votre bourse.

Scorpion Méfiez-vous des opérations boursières ou immobilières aujourd'hui. N'allez pas non plus vous endetter pour mettre sur pied des projets qui ont peu de chance de voir le jour, tant ils manqueront de bases solides.

Capricorne Excellente nouvelle : Jupiter influencera un secteur financier de votre thème natal. Voilà qui donnera le top départ à une longue période favorable sur le plan financier. Tous ceux d'entre vous qui sont en difficulté pourront reprendre espoir : votre niveau de vie devrait en effet s'améliorer. Si vous faites partie des privilégiés qui n'ont aucun souci d'argent, la journée sera, pour vous, favorable à la réorganisation de vos placements ou de vos investissements.

Sagittaire Avec cet aspect du Soleil, vous serez d'humeur plus dépensière que d'habitude et risquez par ailleurs d'avoir à faire face à des dépenses imprévues. Ais tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles.

Verseau Deux astres s'affronteront en influençant vos finances. Si le Soleil fortifie votre compte en banque en vous apportant une rentrée d'argent bienvenue, Mercure aurait plutôt tendance à vous entraîner dans une succession de petites dépenses qui, mises bout à bout, risquent de ponctionner sérieusement vos avoirs. Vous devrez donc vous armer de volonté pour ne pas céder aux ruineuses tentations.

Poisson Vénus étant une planète positive sur le plan financier, elle va vous aider à améliorer vos revenus ainsi qu'à bien gérer votre budget. Seul petit risque : la déesse de l'amour et de la beauté pourrait vous inciter à des dépenses pour votre look (vêtements, crèmes de soins, par exemple), ou pour faire plaisir exagérément à ceux que vous aimez. Modérez-vous si votre situation n'est pas suffisamment solide.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



Togo

Le parti UNIR largement en tête des premières élections sénatoriales

Les premières élections sénatoriales de l'histoire du Togo se sont tenues le 15 février 2025. Selon les résultats provisoires annoncés par la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) le 16 février, le parti UNIR a remporté 34 des 41 sièges à pourvoir. Une étape majeure dans la mise en place des institutions prévues par la nouvelle Constitution.

● *Wilson Lawson*

Organisées pour la première fois dans le pays, ces élections sénatoriales marquent une avancée significative dans le processus de décentralisation et de consolidation de la démocratie au Togo. Les bureaux de vote, répartis dans les 39 préfectures du pays, ont ouvert à 07h00 GMT et fermé à 16h00, permettant aux grands électeurs – principalement des Conseillers municipaux et régionaux – de choisir les sénateurs qui siègeront à la seconde chambre du Parlement. Après une campagne électorale de deux semaines, clôturée le 13 février, les résultats provisoires ont été annoncés par Dago Yabré, président de la CENI. « Nous allons transmettre ces résultats provisoires sans délai à la Cour constitutionnelle qui est seule habilitée à donner les résultats définitifs », a-t-il déclaré lors de la proclamation à Lomé. La procédure prévoit désormais une période de recours,



permettant aux candidats de contester les résultats avant la validation finale par la Cour constitutionnelle. Cette étape vise à garantir la transparence et la crédibilité du processus électoral. Avec 34 sièges sur 41, l'Union pour la République (UNIR), parti au pouvoir, consolide sa domination sur le paysage politique togolais. Cette élection sénatoriale constitue également un tournant dans la mise en place des institutions issues de la nouvelle Constitution. En effet, la mise en place du Sénat précède l'élection du Président de la République et la prise de fonction du Président du Conseil, éléments essentiels de la réforme institutionnelle en cours. Jusqu'à présent, le Togo ne disposait que d'une Assemblée nationale

monocamérale. L'introduction du Sénat s'inscrit dans une dynamique de décentralisation visant à renforcer la démocratie et l'État de droit. Ce scrutin inédit est donc perçu comme un test majeur pour la nouvelle architecture politique du pays. Avec la transmission des résultats à la Cour constitutionnelle, l'attention se porte désormais sur la validation officielle et les éventuelles contestations qui pourraient émerger dans les jours à venir. 1.527 Conseillers municipaux et 179 Conseillers régionaux encore appelés Grands Electeurs, ont voté ce samedi 15 février 2025, pour élire 41 sénateurs sur les 61, qui siègeront à la Chambre Haute du Parlement. Il s'agit des premières élections du genre, sensées conduire le Togo vers la Vème République. Il s'agit surtout, d'un pas décisif, vers l'élection du Président de la République et la prise de fonction du Président du Conseil ; une étape cruciale dans la mise en place des institutions prévues par la nouvelle Constitution.

Kozah / santé

La pratique de l'«acuponcture» enseignée aux étudiants de la FSS-UK

Les étudiants de la Faculté de science de la santé de l'université de Kara (FSS-UK) ont été entretenus sur les avantages de la pratique de la médecine traditionnelle chinoise dénommée « acuponcture », lors d'une rencontre d'échanges académiques, le samedi 15 février à Kara.

Organisée par la 27ème mission médicale chinoise de Kara-Togo, cette rencontre se situe dans le cadre d'excellente coopération entre la Chine et le Togo. L'objectif est de former les étudiants de la FSS-UK sur la pratique, de la médecine traditionnelle chinoise, l'acuponcture appliquée depuis quelques années sur certains patients du centre régional hospitalier régional (CHR-Tomdè). Il s'agit aussi de les amener à maîtriser le processus opérationnel de la réanimation cardiopulmonaire pour une meilleure prise en charge des patients. Ces étudiants ont été outillés sur différentes thématiques entre autres l'arrêt cardiaque et l'activation du système de premiers secours ; les techniques de poncture avec l'aiguille filiforme ; la prise en main de l'aiguille et la technique du maintien de la manche de l'aiguille entre le pouce et l'index. Ils se sont familiarisés avec les méthodes d'insertion de l'aiguille filiforme, notam-



ment l'insertion verticale avec un angle de 90 degré par rapport à la peau, l'aiguille inclinée à 45 degré par rapport à la surface cutanée pendant l'insertion et l'insertion de l'aiguille tangiblement à la peau avec un angle de 15 degré suivant le plan cutané. Le chef de la 27ème mission médicale chinoise, Wu Ruitao explique que l'acuponcture occupe une place importante dans la culture chinoise. C'est pourquoi, a-t-il fait remarquer, cette méthode appliquée profite à beaucoup de patients. Le chef de mission a renchéri que cet échange est initié à l'endroit des étudiants pour les amener à bien comprendre les notions de base et

surtout leur faire comprendre le bienfondé de la pratique d'acuponcture sur des patients. Il a rassuré de la disponibilité de son équipe pour assurer la formation systématique de cette pratique, avant de saluer les premières autorités de la FSS pour l'importance qu'elles accordent aux soins de qualité accessible pour tous les Togolais. Le vice-doyen de la FSS-UK, Prof. Kpatcha Tchilabalo a salué l'initiative de la 27ème mission médicale chinoise de Kara qui a accepté venir partager son génie en matière de l'acuponcture pour donner un coup de pouce à la médecine conventionnelle pour des soins de qualité.

Avec ATOP/BAK/TAL/KYA

Coopération universitaire

Signature de convention entre les Universités de Lomé et de Kindia

Le vendredi 07 février 2025, l'Université de Lomé a procédé à la signature d'une convention avec l'Université de Kindia de la Guinée Conakry. La signature officielle de cet accord a eu lieu à la salle professeur Gbéassor de la présidence de l'Université de Lomé. La convention a été signée par le président de l'Université de Lomé, professeur Adama Mawulé Kpodar et le professeur Akoye Massa Zoumanigui, recteur de l'Université de Kindia, une université publique située dans la commune rurale de Damakania en République de Guinée.

La convention vise à mettre en œuvre et à développer la coopération entre les deux universités dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et à encourager la mobilité des enseignants, des chercheurs et des étudiants. Le professeur Koffi Nutefé Tsigbe, directeur de la Coopération universitaire, a été plus explicite en présentant le contenu de la convention. Selon lui, à travers ce projet l'Université de Lomé se propose d'être leader et de partager son expérience avec les autres universités. Il a précisé que « Le Togo et la Guinée ont toujours entretenu de très bonnes relations depuis 1958. Nous avons tiré leçon de cette tradition historique pour faire fonctionner notre collaboration ». Un comité de suivi est créé en vue d'une bonne application de ladite convention d'accord conclue pour une durée de cinq ans.



Le comité de suivi est composé, entre autres, des directeurs de la Coopération des deux universités partenaires qui travailleront pour que les deux institutions soient satisfaites de la matérialisation des différentes clauses de l'accord. A travers cette convention, les deux institutions élaboreront des projets de recherche scientifique conjoints par l'échange d'informations et de publications scientifiques, la cotutelle de thèses de doctorat, et l'organisation de conférences

et rencontres scientifiques. Chacune des parties s'engage à répondre aux besoins de son partenaire, à partager son expérience et à faciliter ses relations avec les instances universitaires et administratives de son pays ; à accueillir des étudiants, sous réserve qu'ils remplissent des conditions d'admission en vigueur dans l'Université d'accueil. Des programmes spécifiques seront établis de commun accord par les responsables de l'exécution du présent accord. Le recteur de l'Uni-

versité de Kindia, professeur Akoye Massa Zoumanigui, a exprimé sa profonde gratitude pour la signature de cette convention par laquelle l'Université de Lomé ouvre ses portes aux enseignants-chercheurs et étudiants de son université pour des renforcements de capacités. Il a aussi félicité le président de l'Université de Lomé pour son dévouement, sa détermination et la qualité de la formation qu'offre l'institution dont il assure la coordination. « Nous avons sollicité l'Université de Lomé pour

sa référence et pour la qualité de la formation qu'elle peut offrir à nos enseignants », a-t-il précisé. Le président Adama Mawulé Kpodar a exprimé sa reconnaissance envers la délégation guinéenne d'avoir choisi l'Université de Lomé comme partenaire et de pouvoir tirer profit de la formation qu'offrent les Universités publiques du Togo. « Nous sommes disposés à vous accompagner, mais aussi dans l'attente de profiter de cette expérience que vous avez aussi à votre niveau. Par ailleurs, nous souhaitons

que cette coopération aille vraiment de l'avant pour que nous puissions en tirer mutuellement les avantages et atteindre les objectifs fixés », a-t-il déclaré. Cette convention renforce les relations et améliore la visibilité des deux universités à l'échelle régionale et internationale. Elle permettra de mieux répondre aux défis du développement et contribuera à la formation d'une élite africaine mieux préparée aux enjeux du futur.

Avec univ-lome.tg

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN